

**STRATEGIE LIBERALE OU STRATEGIE AUTO-CENTREE :
LA GUINEE PEUT-ELLE CONTINUER A NEGLIGER SON AGRICULTURE ?**

Annie CHENEAU-LOQUAY
CNRS - CEGET

Cette question n'a rien de paradoxale, même au moment où se crée en Afrique un consensus pour admettre qu'il faut enfin accorder une priorité à l'agriculture sans laquelle il n'y a de développement que de façade (1). Dans le cas de la Guinée où le "nauffrage" de l'économie est patent (2), le secteur agricole a subi le plus cuisant échec de la période Sékou Touré. Mais la priorité effectivement affirmée depuis deux ans en faveur du développement rural ne se traduit pour l'heure par aucune politique concrète. Il fallait, il est vrai, dresser l'état des lieux dans un domaine particulièrement méconnu. On peut douter néanmoins de la réelle volonté politique des nouveaux dirigeants et de leurs conseillers, car même si l'agriculture guinéenne est dans un état déplorable par rapport à ce qu'elle était au moment de l'Indépendance, sa situation est meilleure que dans bien des pays du Sahel, et même si la production a régressé, des conditions naturelles relativement favorables permettent à la population rurale de se nourrir et de produire toute une variété de denrées.

Et puis, Conakry est alimentée par les importations payées grâce à la bauxite, puisque la Guinée dispose de richesses minières considérables et équilibre sinon sa balance des paiements, du moins sa balance commerciale. La tentation est forte pour les dirigeants d'"oublier" que le pays est avant tout agricole et le choix d'investir d'abord en faveur des paysans pourrait être

douloureux pour la population urbaine, clientèle politique fort sensible. Le risque d'une dépendance accrue, et d'une coupure accentuée entre la ville et la campagne nous paraît dans le droit fil de la nouvelle politique libérale mise en oeuvre sous la coupe du FMI et de la Banque Mondiale (3).

Le poids du passé.

La population de la Guinée est estimée à 5,5 millions d'habitants (pour 250 000 km²) en 1985, dont 75 à 80% vivent de l'agriculture. La croissance démographique moyenne se situerait entre 2,5 et 3% par an, mais Conakry avec déjà 13% de la population (700 000 habitants) va voir son poids augmenter encore (16,5% en 1995 avec 5,6% de croissance annuelle). C'est la seule grande ville du pays (la deuxième, Kankan, ne compte que 80 000 habitants) et le déséquilibre entre la capitale et les régions intérieures est accentué par sa situation côtière. Le relief montagneux du pays, sa forme même, la détérioration du réseau routier ne favorisent pas non plus les échanges et l'intégration nationale. La Haute Guinée et la zone forestière sont plus orientées vers les pays voisins, Mali, Côte d'Ivoire, Liberia ou Sierra Leone que vers la capitale.

En outre, la politique de l'ancien régime a conduit à une centralisation excessive sur Conakry et à un abandon du paysannat.

Après la mort de Sékou Touré, et l'instauration d'un nouveau régime en avril 1984, les observateurs étrangers s'étonnèrent de découvrir un pays laissé quasiment en friche pendant un quart de siècle, où tout était à reconstruire de fond en comble (4). On s'interrogeait sur le contraste inquiétant entre les images du président guinéen en 1958 et en 1984 alors qu'il avait fallu moins d'une semaine pour que tout l'édifice politique qu'il avait établi "s'écroule comme château de cartes" (5). Le remarquable talent oratoire de Sékou Touré avait en effet servi à dissimuler le marasme croissant où s'enfonçait le pays. La "prometteuse" Guinée de 1958 (6) se retrouve aujourd'hui au rang des pays les moins avancés, les PMA, avec un PNB de l'ordre de 300 \$ par habitant. Que Sékou Touré ait eu la volonté de faire triompher et coïncider indépendance nationale et libération sociale, et qu'il ait été contré par une "néo-bourgeoisie" utilisant l'appareil politique et administratif comme moyen de pouvoir, comme le pense Jean SURET

CANALE, ou, au contraire, qu'il se soit servi de cette clientèle et du clan familial pour asseoir une dictature sanglante, comme l'affirme pour sa part Ansoumane DORE (7), universitaire guinéen en exil, l'histoire politique de cette période trouble restera à écrire une fois les passions apaisées. Ce qui par contre est indéniable, c'est bien le délabrement de ce pays où un Etat, une société civile, une économie licite sont à créer et qui de ce fait, présente un champ expérimental sur lequel s'affairent les "experts internationaux".

Sous "l'ancien régime", le système coercitif imposé dans les campagnes est largement responsable du déclin de l'agriculture. Toute une cascade d'institutions collectivistes inefficaces se sont succédées. Les coopératives agricoles de production, centres de modernisation rurale, brigades motorisées de production et depuis 1978, à plus large échelle, les fermes agro-pastorales d'arrondissement, pour lesquelles fut créé un ministère particulier, ont mobilisé la quasi-totalité des investissements consacrés au secteur agricole. Il s'agissait de créer une agriculture d'Etat, mécanisée, totalement en dehors des organisations traditionnelles locales et devant le stimuler. Les paysans fournissaient la main-d'oeuvre "volontaire" de ces organismes, gérés par des jeunes formés à la hâte, pseudo-ingénieurs affectés d'office et salariés de l'Etat. Sekou Touré avait pourtant reconnu qu'on ne faisait pas de l'agriculture avec des fonctionnaires... Le matériel standard livré par les pays de l'Est, était mal adapté aux conditions locales et mal utilisé. La production de ces fermes devenait très vite plus faible que celle des exploitations paysannes environnantes.

Cette politique a eu pour résultat un gaspillage financier et humain et a provoqué chez les paysans une profonde défiance qui risque de durer, vis à vis de toute forme d'organisation collective et à l'égard de l'administration.

Le bas niveau des prix fixés par l'Etat, l'obligation de livrer une certaine quantité, même faible, de leur production, les normes (disparues les dernières années contre un prélèvement en argent), n'incitaient pas les paysans à produire de surplus pour les vendre aux magasins d'Etat. Les producteurs se sont repliés sur l'autoconsommation familiale, et le marché noir s'est développé surtout à proximité des frontières, ainsi que la recherche d'activités non agricoles et donc l'exode rural.

On retrouve ainsi en Guinée le schéma très africain d'une paysannerie que le discours désignait comme la première bénéficiaire du développement,

qui fut sacrifiée aux intérêts de la nouvelle classe gestionnaire mais qui n'est pas soumise à cette classe puisqu'elle s'est retirée du marché officiel, a conservé sa propre organisation de production et a créé ses propres circuits d'échange (8).

Ce repli de la paysannerie a provoqué un effondrement de la production agricole : celle des produits d'exportation d'abord, avec la chute de la banane après le départ des planteurs (de 100 000 t. à presque rien aujourd'hui) et celle du café, qui existe encore mais qui fuit à travers les frontières. Les exportations agricoles ne représentent plus que 3% en valeur contre 68% en 1958, différence compensée par le fort développement du secteur minier. Mais surtout, le plus inquiétant est la forte progression des importations d'aliments de base. La production des cultures vivrières aurait à peine suivi le rythme démographique dans les campagnes. Les importations de riz sont passées de 7 000 t. en 1958 à 90 000 t. en 1982 et dépassent 100 000 tonnes en 1985 selon les chiffres officiels sous-évalués. Au printemps de 1986, les barrières à la sortie de Conakry étaient supprimées, le riz pouvait s'écouler légalement à l'intérieur du pays. En juillet 1986, 40 000 tonnes étaient attendues des Etats-Unis. En période de soudure, il ne devrait pas y avoir de pénurie. Cette politique d'importations massives est destinée à contrer les spéculateurs mais ses dangers sont connus, trop de riz à un prix trop bas peut décourager la production locale.

Riz et autosuffisance alimentaire.

En Guinée, le problème du riz ne se pose pas de la même manière que dans des pays également gros consommateurs mais avec moins d'atouts pour la production : le riz n'est pas comme au Sénégal consommé surtout en ville, et cultivé traditionnellement dans une seule région. C'est l'aliment de base dans presque toutes les régions et la principale culture avec quelque 45% de la superficie cultivée. La production nette, estimée entre 280 et 300 000 tonnes en 1985, suffirait à nourrir la population rurale. Il n'a pas été constaté à travers le pays de signes évidents de sous-nutrition : à peine un léger déficit en protéines (9).

Par contre, pour les années à venir, il serait nécessaire d'améliorer les rendements de culture du riz, mais aussi des autres denrées

pour produire davantage et faire face à l'accroissement démographique. L'élevage devrait être particulièrement intensifié. Mais le problème le plus difficile à résoudre est celui de l'approvisionnement de Conakry qui consomme actuellement quelques 75.000 tonnes de riz et verra ses besoins augmenter de 50 000 tonnes d'ici à 1995.

Le débat qui se déroule en Guinée pour élaborer une politique agricole tourne autour de la question de savoir s'il faut ou non viser l'autosuffisance rizicole du pays alors que la situation excentrée de la capitale est un handicap pour la production nationale, que les importations se font à des prix particulièrement bas (200 à 250 \$ la tonne à Conakry, 70 à 90 000 F. guinéens), et qu'il faudrait accorder une priorité à la promotion de la petite exploitation paysanne.

Les estimations effectuées dans une étude pour la Banque Mondiale se basent sur une période très courte (dix ans) trop courte en tout cas pour parvenir à l'objectif envisagé : résorber le déficit avant 1995 impliquerait un effort considérable, il faudrait accroître la production de 47 %, soit 4 % par an. Cet accroissement devrait être obtenu surtout dans la région côtière, proche de la capitale, pour minimiser le coût du transport, et parce que cette région a les meilleures aptitudes pour le riz. Mais alors, estiment les auteurs, une simple élévation de la productivité des systèmes paysans ne suffirait pas, il serait nécessaire de réaliser des aménagements nouveaux de production intensive. Et dans ce cas, en dépit du potentiel national de production, l'objectif d'autosuffisance peut s'avérer anti-économique, dans un contexte de cours mondiaux particulièrement bas.

Ainsi, si la règle d'or est de ne pas soustraire le pays du marché international, comment pourrait-on mener une politique en faveur du paysannat, donc plus auto-centrée, sans mettre en valeur le potentiel national ? Il y a là une incompatibilité.

Dans une conjoncture d'assainissement.

Ce raisonnement s'inscrit dans la logique de la Banque Mondiale, logique uniquement économiste selon laquelle le rétablissement des grands équilibres globaux restructurerait par voie de conséquence l'offre de produits vivriers. Dans une stratégie agricole fondée, bien entendu, sur la

promotion de la petite exploitation paysanne, la Banque préconisait dès 1983 d'améliorer tout d'abord les incitations économiques à la production grâce à un environnement de pluralisme commercial où les prix seraient progressivement fixés par le jeu des forces du marché (10). Désormais, c'est chose faite, la politique d'"assainissement" appliquée en Guinée depuis le début de l'année 1986, associe librement circulation des marchandises, privatisation, austérité et liberté (mais encore partielle) des prix.

Le suivi des activités paysannes dans la zone côtière pendant cette "ère des réformes" (6) montre que si, au début, les mesures prises ont eu des effets positifs, les problèmes structurels demeurent, voire s'aggravent, avec plus de libéralisme et risquent de compromettre tout développement du secteur agricole.

Avec la disparition des FAPA dès avril 1984, 12 000 jeunes se retrouvent un peu plus inoccupés qu'avant dans les sous-préfectures. La disparition du parti et des sociétés commerciales d'Etat ont eu des effets directement bénéfiques pour les paysans, en supprimant des sources essentielles de prévarication.

Avec la libéralisation des prix, les denrées agricoles et les produits de consommation courante se sont retrouvés à leur niveau le plus élevé du marché noir, ce qui a ouvert le marché. Puis la dévaluation du syli, son remplacement par le franc guinéen (F.G.) ont fait un peu monter les prix, ceux des légumes, du manioc, des fruits, de l'huile de palme. Dans un contexte de pénurie, le marché est très ouvert, ce dont profitent davantage les producteurs situés au-dessus des plaines alluviales, sur les plateaux, ceux qui ont l'agriculture la plus diversifiée.

Le relèvement des prix des produits d'exportation, le café et, pour la côte, le palmiste (de 15 à 60 FG. le kg) provoque un afflux du produit chez les commerçants alors qu'auparavant, les palmistes n'étaient ni utilisés, ni vendus.

Mais le prix du riz, comme celui de l'essence, étant donné leur impact sur le niveau de vie, restent fixés. L'augmentation du riz a cependant été forte pour le consommateur, de 20 FG en janvier, à 80 FG en avril et 100 FG le kg en juillet. Cependant, le prix du riz local, bien que très variable selon les lieux et les périodes, a tendance à dépasser celui du riz importé. Il dépend en fait d'un contexte très local. Ainsi, en février, en pleine période de récolte, le riz qui arrivait à Conakry depuis les îles proches coûtait

très cher, le double du riz importé. Par contre, en juillet, en période de soudure, on trouvait le riz local au même prix que le riz importé dans un village éloigné de Conakry au nord de la côte. Ces anomalies semblent signifier que la disponibilité en riz importé à un moment donné, en un lieu donné, régule bien les cours. Si les importations sont trop importantes, le risque de voir disparaître le riz des marchés locaux est réel.

A la périphérie de Conakry, en pleine période des travaux rizicoles, les producteurs ne nous ont pas semblé très motivés, ils étaient peu nombreux dans les champs et souvent occupés à tout autre chose qu'à cultiver la terre, commerces divers, ou activités sociales. Dans cette partie de la côte très influencée par la ville, l'exode des jeunes est généralisée, ils ne savent plus, dit-on, prendre la houe, les déplacements vers la ville sont fréquents et puis tous les autres produits se vendent facilement, en particulier le sel plus rémunérateur que le riz, et d'importantes superficies de rizières ont été reconverties en salines. Par contre, dans la partie nord de la côte où les traditions rizicoles sont plus élaborées et la capitale plus éloignée, les producteurs sont plus intéressés par une augmentation de la production et moins sensibles aux variations de prix.

Mais ce qui est étonnant en Guinée côtière, par rapport à d'autres régions traditionnellement productrices comme celles des Diolas de Casamance, c'est l'importance de la commercialisation du riz. Alors que les Diolas répugnent à vendre du riz qui est destiné avant tout aux greniers familiaux, les Bagas, eux, avec des méthodes de culture semblables, et les Soussous plus encore, n'hésitent pas à vendre leur riz : il y aurait plutôt surcommercialisation. Le riz est vendu dès la récolte même si on sait très bien qu'il faudra en racheter au moment de la soudure à des prix beaucoup plus élevés. L'endettement paraît très généralisé. Un emprunte du riz pour pouvoir se nourrir et nourrir les associations de travail surtout, quitte à rembourser une quantité plus importante à la récolte d'après. Bien des paysans sont la proie des commerçants locaux, mais ne se rendent pas très bien compte de la spéculation qui s'exerce contre eux.

Ainsi, le marché du riz en milieu rural est extrêmement complexe, des flux existent dans les deux sens, vers la ville et depuis la ville. Dans ce contexte, trois types de problèmes sont à résoudre. Produire des quantités croissantes, à un coût qui soit suffisamment rémunérateur pour les producteurs et pas trop élevé pour les consommateurs, réguler les quantités

et les prix au cours de l'année en créant au niveau local les capacités de stockage qui n'existent pas ; ne pas inonder les campagnes de riz importé à bas prix car les producteurs se replieraient sur l'autoconsommation alors qu'ils ont actuellement la volonté de produire davantage, et pas toujours la possibilité de substituer le riz à autre chose (dans l'avenir, si la palmeraie était renouvelée, ce qui est aussi à envisager dans une politique de recentrage alimentaire, l'huile pourrait concurrencer le riz, c'est déjà la principale source de revenus au nord de Conakry).

Mais dans tous les cas, produire davantage n'implique pas seulement d'agir sur les prix, mais aussi et surtout de réaliser des investissements pour résoudre les problèmes structurels.

Maîtriser l'eau est le premier souci des paysans pour qui la présence des Blancs signifie la reprise des aménagements commencés au moment de l'Indépendance et qui partout sont détruits. Leur seule référence est la période coloniale et ils comprennent mal qu'il ne soit pas possible de mener la même politique. Les superficies qui pourraient être gagnées avec des aménagements importants sont considérables et il est envisagé de reprendre certains travaux si les financements sont obtenus ; mais les coûts s'avèrent prohibitifs, ainsi d'ailleurs que certains problèmes techniques.

Une préférence devrait être accordée à des aménagements partiels de bas fonds, moins coûteux, plus facilement maîtrisables par les producteurs.

Mais les agriculteurs préfèrent les plaines les plus basses où le sel limite la pousse des herbes, surtout quand ils savent, comme les Bagas, construire de véritables polders et contrôler l'eau par des digues qu'ils ouvrent ou ferment selon les besoins. Le désherbage est un écueil fondamental qui explique que des petites vallées apparemment très favorablement situées soient délaissées.

Ces vallées ont été accaparées par les planteurs de bananes dans le sud et ces "domaines" repris par l'Etat sont vacants ou attribués à des fonctionnaires. Ce mouvement d'accaparement des terrains les meilleurs risque de s'accélérer avec la réforme administrative qui veut licencier des fonctionnaires volontaires en leur donnant des moyens financiers pour créer leur entreprise. La proximité de Conakry et le mythe guinéen du planteur font que ces terres sont très convoitées et que les conflits existent déjà entre paysans et nouveaux arrivants.

Maîtriser l'eau résoudre les problèmes fonciers ne suffit pas. Les

semences manquent et des intrants sont nécessaires, produits phytosanitaires pour lutter contre les prédateurs, herbicides, engrais. Car les rendements sont faibles, plus faibles au sud, autour de 700 kg, qu'au nord autour de 1,5 tonne avec d'importantes variations. Or, actuellement, les prix des intrants sont totalement hors de portée des paysans. L'engrais, qui n'est plus subventionné, est passé de 18 à 150 F. le kg.

Il paraît dans un premier temps du moins plus facile et moins coûteux d'intensifier la culture que d'augmenter de façon conséquente la superficie.

L'importance du travail requis avec des techniques manuelles limite les superficies cultivables. L'accès à la terre n'est pas, sauf exception, une contrainte. La disponibilité en travail est par contre un problème clef et un clivage s'établit au niveau des revenus entre les familles qui peuvent avoir accès à de la main d'oeuvre additionnelle, et celles qui ne le peuvent pas (est riche celui qui possède des travailleurs dans sa famille et peut participer aux associations d'entraide, celui qui peut inviter les groupes rémunérés parce qu'il cultive davantage, ou possède des ressources provenant souvent d'activités non agricoles).

Pour lever cette contrainte, les paysans réclament des tracteurs. Car même si ces machines ont été peu ou mal utilisées, la mécanisation est connue. Mais les prix sous l'ancien régime étant totalement déconnectés d'une quelconque "vérité" économique, louer un tracteur coûtait moins cher que de nourrir un groupe de travail. Aujourd'hui, les tracteurs rouillent au bord des routes, rares sont ceux qui fonctionnent encore. Et même si on importait du matériel à des prix accessibles, il n'y a pas d'expérience, dans des types de sols lourds fluvio-marins, en matière de préparation mécanisée des sols. La formule d'une aide directe en matériel, que préconise le dernier rapport de la FAO, n'a pas fait ses preuves en Guinée.

Au-delà de la production, un petit matériel pour transformer les produits est unanimement souhaité. Décortiqueuses à riz, concasseurs à palmistes permettraient de libérer de la force de travail féminine, la plus sollicitée ici comme partout en Afrique.

Et au-dessus de toutes ces contraintes, il en reste une, fondamentale : l'état du réseau de communications qui n'a pratiquement pas été entretenu depuis trente ans ; et bien sûr, il n'existe plus de dispensaires corrects dans la campagne guinéenne...

On le voit, les obstacles se situent à tous les niveaux de la filière

vivrière et seule une approche intégrée pourrait permettre une amélioration de la production des exploitations paysannes.

La structure la plus appropriée pour que se développe ce type d'action pourrait être celle du district, si la politique de décentralisation devenait effective. Le district, nouvelle entité territoriale de base, regroupe un millier de personnes, est géré par un conseil élu, dispose d'une large autonomie financière et de décision, quatre vingt pour cent de l'impôt devrait lui revenir, mais beaucoup n'ont encore rien perçu. Le début de l'expérience est bien considéré par les paysans qui redoutent par dessus tout qu'on leur impose une organisation collective et un encadrement rigide.

Stratégie "libérale" ou autocentrée ?

Mais une stratégie qui placerait en priorité le développement paysannal et pas seulement le développement de la production, est-elle compatible avec la voie libérale choisie ?

On indique dans les rapports déjà cités qu'une stratégie purement paysannale, bien que plus porteuse à long terme, implique des temps de réponse très longs et d'importantes difficultés de mise en oeuvre du fait de la prise en compte d'activités très diverses. Il est recommandé en fait, pour préparer l'avenir sans oublier le présent, de combiner deux formules, mettre en oeuvre des mesures concrètes motivantes par des structures spécialisées tout en prenant en compte la globalité des systèmes paysans.

Il est vrai que les systèmes paysans sont bien complexes, les "experts" les connaissent mal, ils répondent mal et il est plus facile de continuer à faire ce que l'on sait déjà faire, c'est-à-dire l'approche du développement rural par des projets, pré-établis d'en haut, dans lesquels les paysans doivent entrer automatiquement. Le projet vitrine actuellement en Guinée, celui cité en exemple, mais qui démarre à peine, est le projet coton de la CFDT qui applique en Haute Guinée les mêmes modalités que dans les pays voisins, développement de la culture cotonnière et vivrier associé (maïs, arachide). Mais le marché du coton est fort étroit, et on sait ailleurs que les incitations à la production du coton sont beaucoup plus fortes que celles concernant le vivrier. Progressivement, la paysannerie perd sa position de repli dans l'autoconsommation et devient de plus en plus dépendante d'un

système de prix, que le Projet coton ou l'Etat peuvent manipuler selon leurs besoins (13).

La Banque Mondiale, plutôt que d'aider le vivrier, cherche à mettre l'accent sur les cultures d'exportation mais le pays, arrivé le dernier sur le marché et dans une conjoncture de prix bas, a bien peu d'atouts.

Il n'est pas question de relancer la production de bananes, ce que souhaitent les rares planteurs, qui vivent encore avec ce mythe des années cinquante, le marché est totalement saturé. Les mangues auraient plus de chances, mais se posent des problèmes de calibrage, de conditionnement, de transport, de partenariat... Le café pourrait atteindre 15 000 tonnes, c'est bien peu.

En fait, le meilleur atout pour la Guinée est encore son climat humide, ses sols variés, ses traditions paysannes, ses aptitudes pour la production vivrière nationale.

Mais si l'objectif retenu est bien le rétablissement d'une structure naturelle des prix intérieurs et des coûts de production par une libéralisation complète des prix, en autorisant le secteur privé à importer tous les produits, et en appliquant des prix réels sur le marché intérieur, les paysans ne pourront pas s'intégrer à un tel système, d'autant moins que le prix du riz sera limité par la protection des consommateurs urbains et que les producteurs du Nord font pression pour écouler leurs surplus.

En fait, si la "stratégie alimentaire" était réellement à l'ordre du jour en Guinée,

"la logique du raisonnement devrait être strictement inversée, définir au préalable les objectifs internes d'un développement réellement autocentré et tournée vers la satisfaction de besoins locaux et, ensuite seulement, examiner les directions vers lesquelles il faudrait orienter l'organisation des relations extérieures afin de favoriser la réalisation de ces objectifs" (14).

Un premier pas en ce sens pourrait être cependant de profiter des bas prix actuels du riz sur le marché international pour mettre en place un système de taxation, relever le prix du riz importé au niveau du riz local et affecter les ressources ainsi dégagées pour subventionner le prix de l'engrais et réaliser des aménagements dans les zones les plus favorables. Le blé serait taxé de la même manière pour éviter un report de consommation. On produirait davantage et on protégerait le marché intérieur contre une éventuelle hausse

des cours mondiaux. Un tel type de politique a eu de bons résultats en Inde.

Mais l'objection à une telle politique est évidemment le risque de voir monter le mécontentement urbain, elle impliquerait une révision des alliances de classe, et aussi une vue à plus long terme. La classe au pouvoir peut-elle se suicider ?

SURET-CANALE montre que le nouveau pouvoir en Guinée issu de la même catégorie sociale que l'ancien, s'inscrit davantage en continuité qu'en rupture avec le précédent régime (15). Les réformes de structure effectuées récemment sembleraient bien lui donner tort alors que l'austérité s'applique en ville et que l'on prévoit de licencier quelque 10 à 15 000 fonctionnaires. Mais d'autres signes laissent penser le contraire, comme l'enrichissement brusque de privilégiés. Les prochains mois apporteront des réponses plus concrètes sur la place accordée au développement rural.

La Guinée, arrivée plus tard sur la scène du développement libéral, aurait plus que d'autres pays d'Afrique la possibilité de s'inspirer de l'expérience acquise, c'est peut-être justement pourquoi elle risque de s'engager dans les mêmes ornières, et de continuer à négliger son agriculture.

NOTES

(1) En mai 1985, à la session spéciale de l'ONU sur l'Afrique, ce consensus s'est affirmé dans le discours mais le développement s'est traduit surtout par un décor de "façade", routes, ponts, bâtiments, etc..

Cf. J. GIRI, *L'Afrique en panne*, Paris, Karthala 1986, 200 p.

(2) Cf. l'article du directeur de la FAO, E. Saouma, "Afrique, éviter le naufrage", *Le Monde Diplomatique* septembre 1986

(3) Cf. F. Gaulme, "La Guinée à l'heure des réformes", *Marchés Tropicaux* 13 juin 1986

(4) Cf. M.A. Barry, "Rien à reconstruire, tout à bâtir", *Jeune Afrique Plus* n° 8, juin 1984 et la série d'articles de C. Pomonti, "La Guinée en convalescence", *Le Monde*, 24, 25, 26 mai 1984

(5) Y. Benot, "Sekou Touré : essayer de comprendre", *Politique Africaine* n° 14, La paysannerie et le pouvoir en Afrique, juin 1984

(6) Les travaux effectués dans les années cinquante montrent que le colonisateur considérait la Guinée comme le pays d'Afrique ayant les plus riches potentialités à la fois agricoles et minières et prévoyait d'importants investissements

(7) A. Doré, *Economie et société en République de Guinée, 1958 - 1984 et perspectives* Chenove, Bayardère, 1986, 504 p.

(8) Les sociétés rurales africaines sont moins "capturées" que ne l'étaient les sociétés rurales européennes au siècle dernier. Cette non-intégration des paysans empêche le développement de l'agriculture et le développement tout court. Cf. J. Giri, *op. cit.*

(9) On utilise cette partie des documents inédits élaborés par un bureau d'études à la demande de la Banque Mondiale. Les auteurs ont eu beaucoup de difficultés à estimer la production et les besoins, en l'absence de toute donnée fiable sur l'agriculture, ils ont parcouru le pays, confronté diverses sources et fourni ainsi des ordres de grandeur qui sont les seuls existants.

(10) Banque Mondiale "Guinée, étude du secteur agricole", Rapport n° 4672 GUI., multigraphié 1983, 87 p.

(11) Cette partie s'appuie sur les recherches en cours que j'effectue dans une équipe qui associe des chercheurs du CEGET-CNRS et des chercheurs guinéens sur la contribution de la zone côtière à la sécurité alimentaire du pays.

(12) Si tant est que l'aide alimentaire puisse être remplacée par une aide directe en matériel, ce qui léserait les agriculteurs du Nord, encore faudrait-il que cette aide soit adaptée aux contextes locaux.

(13) Cf. chap. III p. 57, "Une culture en voie d'intensification : le coton", in *Un bilan de l'aide au développement*, Ministère des Relations Extérieures, Série évaluations, Août 85

(14) p. 215, P. Jacquemot, M. Raffinot, *Accumulation et développement : 10 études sur les économies du Tiers-Monde* Paris, L'Harmattan, 1985, 390 p.

(15) J. SURET CANALE, Chronique de Guinée II, Cultures et développement, décembre 1983